

Initiative ou nième dialogue utopique

Le 27 Décembre 2022 l'Union Générale des Travailleurs Tunisiens a déclaré lancer une initiative de dialogue et de sauvetage de ce qui reste de la situation par laquelle passe le pays. Les premières déclarations ont parlé de 3 partenaires des organisations nationales et d'autres acteurs de la société civile, suivies par des déclarations tantôt incluant les partis politiques tantôt les excluant. D'autres discours contradictoires s'en sont suivis mais le fait est que cette initiative titubante montre une volonté de réponse aux attitudes monologiques du président de la république et de son gouvernement.

Somme toutes, la question qui paraît évidente actuellement est : comment dans ce contexte politique, économique et social, ces monologues séparés excluant les uns les autres, l'ensemble des acteurs composant la scène actuelle peuvent-ils concrètement se remettre en question et sortir ce pays d'une mélasse sans précédent avec des alternatives et des propositions concrètes aussi réalistes que réalisables sans que ce soit le citoyen moyen qui paye

au final la facture sociale et économique comme à chaque fois? Cette initiative a vu le jour au lendemain du premier tour des législatives, de la publication de la loi de finances de 2023, sans oublier le report de l'examen du dossier du prêt à accorder à la Tunisie par le FMI, emprunt qui conditionne l'obtention d'autres aides en l'occurrence celle de la TICAD et de la CE. Le contexte est donc totalement différent de l'initiative lancée par cette même organisation (UGTT) en 2013 et qui a abouti à la démission du gouvernement en place et son remplacement par un gouvernement provisoire (Mehdi Jomaa) de technocrates préparant à des élections législatives avancées.

Par ailleurs, nous sommes à la veille d'une date importante et qui, comme lors de chaque 14 janvier, suscite des réactions, des protestations et un bilan annuel des acquis de la révolution. Cette date et à travers les différents appels de ces derniers jours montrent encore une fois la divergence des courants politiques existants avant le 25 juillet 2021.

Le front du salut national, le groupement d'opposition, Abir Moussi et ses partisans sans oublier des mouvements de jeunes ayant leurs propres revendications et qui n'ont pas appris des leçons du passé appellent séparément au même résultat qui est la démission du président de la république sans présenter d'autres alternatives sérieuses à un nième changement de gouvernement et aux charges lourdes (financières, économiques, sociales, administratives et politiques) qui s'en suivront.

Sans mettre en doute les intentions des acteurs politiques et face à un président qui s'isole dans un taylorisme politique (the one best way) dans la régulation de la vie politique, il est légitime de se poser la question sur la faisabilité de chaque solution ou alternative proposée et son impact sur un pays qui ne peut plus supporter une autre crise sans déclarer banqueroute.

Cette lutte omniprésente entre les partis politiques permet de se poser la question sur leur volonté réelle d'avancer vers la fin du tunnel obscure dans lequel ils ont participé activement à mettre les citoyens.

Si on se réfère à ces événements et initiatives multiples et séparées sans oublier l'incertitude qui règne autour des acteurs participants à l'initiative de l'UGTT, une crainte populaire se

dessine à l'horizon quant à l'utilité opérationnelle de cette dernière dans son impact direct sur la précarité sociale, l'inflation des prix des produits subventionnés et non subventionnés(qui échappent totalement aux contrôles des organismes étatiques), l'avenir éducatif des élèves (menacé par la grève des suppléants et la retenue des notes) et autres faits négatifs qui rythment la vie du citoyen sans se voir proposer un modèle socio-économique réaliste et réalisable proposant des sources de création de richesses autres que les impôts et les emprunts dans l'intérêt de la nation et non celui de la classe politique.